



Présidence de la République

Pôle presse

**TRANSCRIPTION DU DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
RELATIF A LA STRATEGIE ET
A LA METHODE POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE**

Elysée – Mardi 27 Novembre 2018

Mesdames, Messieurs les Parlementaires, Mesdames, Messieurs les Présidents, les Présidentes, Mesdames, Messieurs, les élus, chers amis.

Ce rendez-vous a été organisé de longue date pour que nous définissions et bâtissons ensemble la stratégie de notre Nation en matière de transition énergétique. Ces mots – j'en conviens – sont un peu abstraits, mais le sujet est dans l'esprit des Français depuis de nombreuses années.

La question climatique sur laquelle se sont engagés beaucoup de citoyens, de scientifiques, d'entreprises, d'acteurs de la vie économique et sociale, crée pour l'humanité tout entière une situation d'urgence. La France a pris des engagements, tout particulièrement lors de la COP21, et nous avons une stratégie en Europe, au niveau du G7 comme des Nations-unies, à poursuivre.

Car c'est un défi pour toutes les sociétés contemporaines, celui, tout à la fois d'atténuer tout ce qui conduit au réchauffement et au bouleversement de notre climat, et de nous adapter aussi. Et c'est la construction d'un modèle économique et social qui doit prendre en compte ces conséquences, chercher à prévenir les effets nouveaux, et à bâtir un nouveau modèle productif, éducatif, social, plus juste.

C'est la raison initiale de notre rencontre, planifier nos décisions, nous accorder sur les grands choix, qui sont ceux de notre génération, et présenter les options entre lesquelles nous devons choisir.

Il me revient de vous dire quelles sont les priorités et les principales étapes de cette stratégie, mais aujourd'hui, cette rencontre évidemment prend un écho particulier. Depuis plusieurs semaines, un mouvement de contestation de plus large ampleur, parti du prix du carburant a grandi dans le pays. Ce mouvement a donné lieu à des manifestations importantes et aussi à des violences inacceptables dans l'hexagone comme Outre-mer.

Je veux, ici, dire que je ne confonds pas ces actes inacceptables avec la manifestation sur laquelle ils se sont greffés, je ne confonds pas les casseurs avec des concitoyens qui veulent faire passer un message, j'éprouve de la compréhension pour ces concitoyens, mais je ne céderai rien à ceux qui veulent la destruction et le désordre, car la République, c'est à la fois l'ordre public et la libre expression des opinions.

Je vous dirai donc aussi tout à l'heure quelle est ma compréhension de cette crise, de ce qu'elle porte, et des réponses que cela doit nous conduire à préparer. Mais naturellement, comme les deux sujets sont concomitants, je n'ignorerai pas les implications que le second aura sur le premier. Lorsqu'on parle des actions de la Nation pour répondre aux défis du changement climatique, force est de constater que nous avons fait trop peu.

Quand je dis trop peu, je ne parle pas des citoyens, car ils sont de plus en plus nombreux à multiplier les petits gestes qui, ajoutés les uns aux autres font les grandes avancées. Par trop peu, je veux en effet parler des dirigeants que nous sommes, des dirigeants politiques, d'entreprises, des responsables de tous bords, c'est-à-dire de tous ceux qui sont en capacité d'engager plus qu'eux-mêmes, de ceux qui, s'ils ne changent pas assez, porteront la responsabilité principale d'avoir rajouté aux dettes économiques et sociales, que devront supporter nos enfants et nos petits-enfants, une dette environnementale d'une toute autre nature.

Car ne dépendra pas seulement d'elle le fait que notre société sera à l'avenir un peu plus ou un peu moins prospère, un peu plus ou un peu moins juste, mais posera la question simplement de l'avenir de notre société tout court. Alors pour un responsable politique, qu'est-ce que changer pourrait vouloir dire, comment être à la hauteur de cette immense responsabilité collective ?

D'abord, je dois le dire, en ne changeant pas d'avis, ce serait, là, je vous l'accorde, un changement d'envergure, c'est-à-dire, en assumant ses convictions et ses actions, ce qui est dit dans une campagne, qu'elle soit présidentielle ou autres devant les Français, engage, quel que soit le résultat de l'élection, on ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation des prix du carburant.

On ne peut pas avoir décidé la taxe carbone il y a quelques années et dénoncer, aujourd'hui, l'augmentation du prix du carburant. Cette taxe, je le rappelle, elle a été votée en 2009, en 2014, en 2015, engageant beaucoup de responsables politiques de sensibilités diverses. Ensuite, en ne changeant pas la vérité. Que fleurissent sur les réseaux sociaux mille fausses informations et rumeurs, c'est affligeant. Mais que les responsables politiques, c'est-à-dire celles et ceux dont l'ambition ultime est de tenir entre leurs mains la destinée du pays s'en fassent l'écho, refusant par exemple de voir ce que l'augmentation du prix du carburant doit à la situation géopolitique mondiale, qui en explique les trois quarts de la hausse ces derniers mois, ou omettent de rappeler leur position historique, ça n'est pas digne.

C'est aussi pour cela que j'ai voulu, à l'instant, installer ce Haut Conseil pour l'action climatique qui doit permettre de rétablir des faits, de la vérité scientifique, des éléments sur lesquels, ensuite, le débat doit être nourri, et les avis être confrontés. Mais on ne peut pas confronter des avis sur des fausses informations ou des contrevérités.

Enfin et surtout, lorsqu'on est en situation d'exercer une responsabilité, en ne changeant pas de cap, je sais que les habitués de la politique attendent de moi un renoncement, une esquive, bref, de laisser en quelque sorte le présent prévaloir sur le futur. Mais c'est parce que c'est comme cela que nous avons toujours agi, que nous nous trouvons aujourd'hui dans une telle situation. Et plus on attend, plus les effets seront douloureux.

Ne pas changer d'avis, ne pas changer la vérité, ne pas changer de cap, est-ce à dire qu'il ne faut rien changer ? J'ai vu, comme tous les Français, les difficultés que la situation entraîne auprès de ceux qui roulent beaucoup et qui avaient déjà du mal à finir leurs fins de mois.

Ils disent que ce sont au fond toujours les mêmes qui font les efforts, et ils ont raison. On leur dit, on leur a dit, plus exactement, depuis des années : vous n'avez pas les moyens de vous loger dans la grande ville ? Ce n'est pas grave, allez vous installer dans une ville périphérique. Vous ne pouvez pas déménager et habiter à côté de l'endroit où vous travaillez ? Ça n'est pas grave, vous n'avez qu'à vous acheter une voiture.

Parce que les transports en commun, il n'y en a pas entre votre lieu de travail et votre résidence, on leur a dit : vous n'avez pas le budget pour vous acheter une voiture essence, achetez le diesel, c'est mieux, et on les a conduits dans la situation, mécaniquement, collectivement, où nombre de nos concitoyens sont aujourd'hui.

Ils ne sont pas les auteurs de cette situation, ils en sont simplement les premières victimes. Mais on présente aujourd'hui la facture de 40 ans de petites décisions d'ajustement. Nous avons tous notre part de responsabilité sur ce sujet. Nous devons donc entendre les protestations d'alarme sociale, mais nous ne devons pas le faire en renonçant à nos responsabilités pour aujourd'hui et pour demain, parce qu'il y a aussi une alarme environnementale. Je dirais même plus, c'est que les inégalités sociales et territoriales que dénoncent, à juste titre, aujourd'hui, nombre de nos concitoyens, elles sont bien souvent doublées d'inégalités environnementales.

Qui a ses enfants qui respirent mal parce qu'il vit dans un endroit saturé par les transports ? Bien souvent, les Français qui sont dans les situations les plus modestes ou les plus fragiles. Qui vivent dans des passoires thermiques, dans des logements mal isolés et dépensent le plus, en même temps qu'ils polluent ? Nos concitoyens les plus modestes.

Et donc vouloir en quelque sorte traiter l'urgence sociale en renonçant à toute ambition environnementale et énergétique, c'est installer nos concitoyens les plus fragiles, nos travailleurs les plus modestes dans la situation où collectivement, progressivement, insensiblement, nous les avons plongés depuis des décennies, et je m'y refuse.

Dans ce contexte, chacun doit jouer son rôle, tout son rôle, y compris moi. Et ma responsabilité est simple : garantir à nos concitoyens l'accès à une énergie pour se déplacer, se chauffer, s'éclairer, travailler qui soit suffisamment peu coûteuse pour que personne n'en soit privé et suffisamment propre pour que nos enfants n'en payent pas le prix avec leur santé ou leur propre avenir.

Cette responsabilité s'incarne dans un objectif principal, nous devons sortir de ce qu'on appelle les énergies fossiles. En 30 ans, c'est-à-dire en une génération, nous devons passer d'une France où 75 % de l'énergie consommée est d'origine fossile, c'est-à-dire le charbon, le fuel, le gaz naturel, à une France où, en 2050, la production et la consommation d'énergie seront totalement décarbonées.

Parce que l'utilisation massive du pétrole, du fioul, du charbon, du gaz naturel, a des conséquences dramatiques pour notre pays.

D'abord, des conséquences en matière de santé, toutes les dix minutes un Français meurt prématurément du fait de la pollution, notamment des particules qui proviennent de la combustion des énergies fossiles. Cette hécatombe, c'est 48.000 décès par an, c'est plus que tous les accidents de la route, tous les suicides, tous les meurtres, toutes les noyades tous les accidents domestiques réunis.

Ensuite, construire justement cette sortie des énergies fossiles, c'est répondre aux problèmes des émissions de gaz à effet de serre, les énergies fossiles représentent aujourd'hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est bien simple, si nous réussissons à en sortir, alors nous aurons gagné la bataille, la bataille de nos engagements internationaux, et notre part de responsabilité dans ce combat. Si nous échouons, à l'inverse, alors les risques de catastrophes cumulées décrits par le dernier rapport du GIEC deviendront réalité.

Enfin, les énergies fossiles sont le nom d'une forme de soumission française à l'étranger, aux marchés internationaux, à la géopolitique et finalement aux stratégies d'autres pays. Concrètement, le prix du plein d'essence ou le montant de la facture de gaz dépendent essentiellement aujourd'hui des décisions de la Russie, de l'Arabie saoudite ou de l'Iran. C'est cela la réalité. Et donc construire cette sortie progressive pour notre économie, notre société, c'est aussi construire notre indépendance, notre véritable souveraineté, et nous ne l'avons pas pleinement aujourd'hui.

C'est bien le but principal et premier de notre politique énergétique : nous désintoxiquer des énergies fossiles. Ce cap impose une méthode, et nous devons bâtir, sur le sujet de la transition énergétique, une coalition qui dépasse les frontières politiques et qui prenne ses racines directement dans la société, dans tous nos territoires. C'est pourquoi je vous ai réunis aujourd'hui. Je veux donner les grandes lignes et les grandes directions, et vous proposer une méthode.

Nous désintoxiquer des énergies fossiles donc, c'est d'abord et avant tout consommer moins d'énergies.

En France, on utilise ce qu'on appelle les énergies fossiles, et notamment le pétrole, principalement pour se déplacer. Notre stratégie ne peut, ni ne doit, être de nous déplacer moins. Et d'abord, parce que nous en avons besoin pour fonctionner chaque jour. En plus, parce que nombre de nos concitoyens sont obligés de se déplacer. Il ne faut pas faire croire qu'il s'agirait, en quelque sorte, de rester chez soi, ou d'imposer ce changement à celles et ceux qui n'ont pas le choix. Et c'est ce qu'ils nous disent.

Mais c'est aussi pour cela que, ce que nous souhaitons construire, ce sont aussi de nouvelles formes de déplacements : en favorisant les transports en commun, la montée en puissance du covoiturage, des innovations et des solutions concrètes avec les collectivités territoriales sur le terrain.

La concertation s'est faite avec les régions, les départements, les mairies, pour justement bâtir cette solution. La loi d'orientation des mobilités, présentée hier en Conseil des ministres après une intense phase de concertations, propose une partie de ces solutions qui seront à construire sur le terrain.

En même temps, nous pensons que, oui, la voiture a un avenir en France. Nous voulons produire des voitures qui consomment moins, polluent moins : en innovant, en créant de l'emploi industriel. C'est le sens de la prime à la conversion que nous allons donc renforcer dès l'année prochaine, comme le Premier ministre l'a annoncé, mais plus largement de toute notre stratégie industrielle pour l'automobile.

Accompagner ces nouvelles formes de mobilité, c'est aussi développer l'innovation, la création d'emplois sur tous nos territoires et pour tous nos concitoyens. Et de premiers industriels nous ont d'ores et déjà fait confiance, qui ont décidé d'investir sur nos territoires, de recréer de l'emploi industriel, parce qu'ils accompagnent cette stratégie qu'on appelle de mobilité propre, mais qui correspond à cet objectif.

On utilise ensuite des énergies fossiles, le pétrole et le gaz, pour se chauffer. Sur ce sujet, nos artisans et nos entreprises savent construire des bâtiments basse consommation ou même à énergie positive. Ils doivent continuer à le faire et notre stratégie est précisément de les y encourager. Mais le parc de bâtiments ne se renouvelle qu'au rythme de 1 % par an. Nous devons donc aussi et surtout travailler à faire évoluer les modes de chauffage, à mieux isoler les logements, les usines, les immeubles, les commerces existants.

Des mesures et des moyens sont sur la table, 9 milliards d'euros dans le cadre du plan d'investissement, mais les résultats sont aujourd'hui trop timides. Les rénovations financées sont en augmentation, mais nous ne sommes pas au rendez-vous sur ce sujet. Nous devons accélérer, non pas en fixant des interdits ou des limites. Je sais l'inquiétude sur nos territoires que certains ont. Ils ont compris qu'on voulait interdire les chaudières au fioul dans 10 ans. Non, ce qu'on veut pouvoir faire par une politique volontariste, c'est s'assurer qu'on les aura toutes renouvelées d'ici 10 ans. Ce n'était pas une logique d'interdit, mais de solution. Il nous faut donc, par le travail collectif, apporter des solutions concrètes avec les professionnels du secteur pour aller beaucoup plus vite sur les solutions d'isolation, y compris à des coûts plus réduits et de renouvellement des équipements pour répondre à ce défi. De l'ambition et des solutions.

L'industrie enfin est consommatrice d'énergie fossile pour produire le ciment, l'acier, le verre et le plastique qui nous permettent de construire nos infrastructures, nos logements, mais aussi de fabriquer les aliments que nous mangeons et les biens de consommation que nous utilisons. L'enjeu est ici d'inventer l'usine du futur qui recycle tout et ne rejette rien.

J'ai vu, là aussi dans nos régions, de nombreux projets qui, associant entreprises, laboratoires de recherche, collectivités locales, sont l'avant-garde de ce qu'on appelle l'industrie bas-carbone. Nous devons, sur ce sujet aussi, nous préparer à changer d'échelle, à faire que les innovations actuellement en germe puissent se généraliser. Là aussi, ce sont des investissements, des formations et la mobilisation de filières industrielles.

Il faut donc réduire nos consommations d'énergie et nos besoins en pétrole, en charbon, en gaz, et le faire de manière concertée. Avec la méthode que je vais vous exposer, en prévoyant les investissements publics, ils sont budgétés avec ces 9 milliards du plan d'investissement. En apportant des solutions concrètes partout sur les terrains, des solutions adaptées et concertées.

Il nous faut aussi, pour réussir cette transformation, cesser de produire ces énergies carbonées sur notre territoire. C'est en ce sens que nous avons décidé de fermer l'ensemble des centrales à charbon d'ici 2022. Il s'agit d'une mesure pionnière car la réalité, c'est que partout dans le monde, hélas, non seulement, on ne ferme pas, mais trop souvent on continue à ouvrir de nouvelles centrales à charbon.

Si nous atteignons ces objectifs, et si nous créons aujourd'hui les conditions pour le faire, nous aurons réalisé une grande partie du chemin en matière de climat. Une grande partie du chemin, mais pas tout le chemin. Car pour continuer à nous déplacer, à nous chauffer, à produire et à consommer dans de bonnes conditions, encore faut-il être capable de produire des énergies de substitution au pétrole, au charbon et au gaz. Et c'est cela l'objectif de cette programmation.

Il y a d'abord, et le Premier ministre et le ministre d'Etat y reviendront, les besoins en chaleur et en gaz. Pour y répondre, notre stratégie prévoit une montée en puissance de la géothermie d'une part, qui a beaucoup de potentiel dans de nombreux territoires, et de la méthanisation d'autre part. La méthanisation permet en effet de produire du biogaz à partir de résidus agricoles et des déchets et c'est grâce à cette diversification que le gaz va continuer à jouer un rôle important dans notre mix énergétique, mais en permettant une production plus proche du terrain, en offrant aussi des perspectives à nos agriculteurs, dont certains souhaitent aller plus vite sur cette transformation, et pour lesquels c'est un complément de revenus utile et sur nos territoires. C'est donc une stratégie agricole, une stratégie aussi en matière de biodiversité qu'il faut prendre en compte sur ce sujet, dans tous nos territoires, qu'il faut décliner.

Mais la question la plus fondamentale, c'est évidemment celle de la transformation de notre production d'électricité. Elle l'est d'autant plus que l'électricité va prendre une place de plus en plus grande à mesure que nous n'allons cesser d'utiliser du pétrole, du charbon ou du gaz naturel. Et c'est un défi encore plus important demain puisque si nous invitons nos concitoyens à aller vers de nouveaux modes de mobilité, des véhicules plus électriques, à changer leur façon de se chauffer chez eux, on aura besoin de plus en plus de production d'électricité. Ce qui marquera en profondeur l'évolution de notre mix électrique, comme on l'appelle, dans les années à venir, ce sera évidemment l'essor des énergies renouvelables.

A l'horizon 2030, la production du parc éolien terrestre sera ainsi triplée. La quantité d'énergie produite à partir du photovoltaïque multipliée par 5. Le Premier ministre et le ministre d'Etat reviendront sur l'ensemble de ces ambitions et le calendrier et en déclineront aussi la méthode. Ces sujets sont d'importance, ils sont portés par nombre d'entre vous, mais chacun de ces sujets lorsqu'il s'agit de projets concrets, doit pouvoir s'insérer dans une stratégie d'un territoire, prendre en compte aussi on le sait les sensibilités, une logique paysagère et des équilibres qu'il faut pouvoir accompagner.

Nous développerons également l'éolien en mer. Durant le quinquennat, nous mettrons en service le premier parc au large de Saint-Nazaire et nous lancerons 4 nouveaux appels d'offre. L'électricité produite en France, demain, sera donc la fille en quelque sorte de l'ère du soleil et je n'oublie pas l'eau, puisque nous maintiendrons notre production d'énergie hydraulique en la renforçant partout où cela est encore possible. Et cette énergie hydraulique est une force de nos territoires et une force de notre production d'électricité à bas coût et à faibles émissions.

Alors est-ce que toute cette stratégie coûte ? Oui bien sûr. L'Etat consacre aujourd'hui 5 milliards d'euros par an au développement des renouvelables, financés intégralement par les

recettes de la taxe des carburants. Avec ce plan, ce seront demain 7 à 8 milliards d'euros par an. Mais parce que nous sommes soucieux des dépenses publiques, nous concentrons nos efforts sur le développement des énergies renouvelables les plus compétitives et parce que nous veillons au pouvoir d'achat des Français nous serons exigeants avec les professionnels sur la baisse des coûts. Parce que nous veillons au pouvoir d'achat des Français, nous veillerons aussi à développer les interconnexions avec l'ensemble de nos voisins européens pour bénéficier à tout moment de l'énergie la moins coûteuse.

L'Europe de l'énergie, ce sont des factures allégées pour tous les Français.

Reste le sujet, que je sais attendu, du nucléaire. Je dis reste, car la montée en puissance des énergies renouvelables en France est inéluctable et est au cœur des engagements du gouvernement. Elle n'est en aucun cas liée au rythme de fermeture des centrales nucléaires dans les prochaines années. Et cessons de dire qu'il faut forcer la fermeture rapide de réacteurs nucléaires pour que les énergies renouvelables trouvent leur place, ce n'est pas vrai et ça n'est pas le cas.

Le nucléaire nous permet aujourd'hui de bénéficier d'une énergie décarbonée et à bas coût. C'est une réalité, et c'est d'ailleurs pour cela que nous allons engager un travail sur une nouvelle régulation du parc nucléaire existant Car le dispositif actuel, qui permet aux Français d'avoir les prix de l'électricité parmi les plus bas d'Europe, s'arrête en 2025. Il est pourtant indispensable que les Français puissent en bénéficier au-delà, tant que les réacteurs nucléaires sont toujours en activité.

Je n'ai pas été élu pour ma part sur un programme de sortie du nucléaire, mais sur une réduction à 50 % de la part du nucléaire dans notre mix électrique. Et je tiendrai cet engagement.

J'aurais souhaité pouvoir le faire dès 2025, comme le prévoyait la Loi de transition énergétique, mais il s'est avéré, après expertise pragmatique, que ce chiffre brandi comme un totem politique était dans les faits inatteignable. Nous avons donc décidé de maintenir ce cap des 50 %, mais en repoussant l'échéance à 2035. Nous avons surtout décidé de faire la transparence sur la trajectoire que nous voulons suivre pour atteindre cet objectif.

Concrètement, 14 réacteurs de 900 mégawatts seront arrêtés d'ici à 2035. Ce mouvement commencera avant l'été 2020, avec l'arrêt définitif des 2 réacteurs de Fessenheim. Restera alors à organiser la fermeture de 12 réacteurs entre 2025 et 2035. 4 à 6 réacteurs d'ici 2030, le reste entre 2030 et 2035. Et le rythme variera en fonction de l'évolution du mix énergétique dans notre propre pays et chez nos voisins européens.

Nous ne pouvons pas aujourd'hui dire à quel moment, à coup sûr, nous pourrions fermer telle ou telle centrale. La programmation, et le Premier ministre et le ministre d'Etat y reviendront, va donner des scénarios de référence avec des variations. Mais je veux ici être clair, ce scénario sera d'autant plus ambitieux que nous arrivons à faire des innovations sur le stockage d'énergie renouvelable. Aujourd'hui il est faux de dire qu'on peut remplacer une capacité de production d'énergie nucléaire par une capacité de production de renouvelable ; la seconde est intermittente. Par contre si nous arrivons à innover suffisamment vite, au niveau français européen et avoir des vraies technologies de stockage, nous pourrions à ce moment-là substituer beaucoup plus vite l'une par l'autre.

Si nous avons une intégration européenne plus forte, nous pouvons modifier là aussi cette trajectoire. La cohérence d'une stratégie européenne de transition, ce serait que tous les pays qui ont encore de nombreuses centrales à charbon les ferment. Et puis qu'ensuite on ferme plus rapidement le gaz et que tout le monde converge d'abord vers le nucléaire, puis vers le renouvelable.

Et donc plus nous aurons une stratégie concertée, plus nous pourrons avoir une adaptation intelligente dans le temps. Nous le voyons bien, cette stratégie dépend donc de rendez-vous sur le plan technologique, d'innovations, et de notre capacité à avoir une vraie stratégie européenne intégrée.

C'est pourquoi aujourd'hui c'est un scénario de référence et la crédibilité d'une ambition que nous devons apporter mais avec des clauses de rendez-vous réguliers pour pouvoir ajuster cette trajectoire aux réalités de notre environnement, c'est-à-dire du choix des autres pays et des innovations technologiques.

C'est donc, vous l'avez compris, une approche pragmatique et adaptative que nous avons décidé d'adopter. Une approche qui ne préempte pas les décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire parce que peut-être pour des raisons de sûreté nucléaire serons nous amenés à fermer tel ou tel réacteur ou telle ou telle centrale. Nous devons aussi prendre en compte les éléments de sécurité de nos approvisionnements. Je ne veux pas que nous nous précipitions à fermer des centrales, si c'est pour réimporter de l'énergie produite d'ailleurs, moins bien que chez nous aujourd'hui, et dépendre d'autres économies. Mais c'est aussi comme ça que nous devons prendre en compte la maîtrise de la facture d'électricité des Français et de la compétitivité de nos entreprises.

Je ne veux pas que nous soyons dans une situation où parce que nous irions plus vite sur le nucléaire, nous soyons amenés à fermer plus lentement les centrales à charbon, ce qui serait ridicule en termes d'émissions ou à devoir augmenter massivement dans les années à venir le coût de l'électricité, ce qui pèserait sur les ménages comme sur nos entreprises.

Pour préparer dans les meilleures conditions ce scénario d'arrêt des 14 réacteurs nucléaires, les sites concernés seront précisés prochainement. La méthode que je viens d'exposer sera elle aussi détaillée.

Je fixe d'emblée à EDF une règle : aucune fermeture complète des sites. Réduire la part du nucléaire, ce n'est pas pour autant renoncer au nucléaire, vous l'avez compris. En l'état actuel des solutions disponibles, le nucléaire reste une piste prometteuse pour continuer à pouvoir compter sur une énergie fiable, décarbonée et à bas coût. Nous devons donc poursuivre nos recherches dans ce champ et, là aussi, prendre des engagements clairs. L'EPR, en particulier, doit faire partie du bouquet d'options technologiques pour demain. Et si nous ne prenons aujourd'hui aucune décision quant à la construction de nouveaux réacteurs, parce que nous n'avons pas de besoin immédiat et parce que nous n'avons pas le recul nécessaire, en particulier sur la centrale de Flamanville, nous devons tirer profit des quelques années devant nous, pour avancer.

Je demande donc à EDF de travailler à l'élaboration d'un programme de nouveau nucléaire, en prenant des engagements fermes sur le prix pour qu'il soit plus compétitif. Tout doit être prêt en 2021, pour que le choix qui sera proposé aux Français puisse être un choix transparent et éclairé.

Nous allons donc poursuivre sur ce sujet les recherches et nous allons, vous l'avez compris, intensifier aussi notre stratégie de recherche en matière d'énergies renouvelables, de stockage, de batterie d'hydrogène, c'est-à-dire de toutes les formes aussi d'innovation qui permettront d'aller plus vite sur notre stratégie du renouvelable et nos avancées en termes de stockage de l'énergie.

Nous ferons sur ce sujet des choix clairs. Nous nous y sommes engagés au niveau français, mais je souhaite aussi que nous puissions porter des choix européens clairs. Si nous voulons aller plus vite, par exemple sur le développement de nos voitures électriques, il nous faut avoir plus d'autonomie au niveau européen dans la production des batteries. Aujourd'hui, nous dépendons totalement des Coréens et des Chinois. Et à mesure que nous développons ces véhicules, ils augmentent le prix des batteries. Nous devons avoir au moins une stratégie franco-allemande et si possible une stratégie européenne de recherche, d'innovation et de production en la matière pour être au rendez-vous de ce défi.

Vous avez compris que sur ce sujet, Mesdames et Messieurs, le cap est donné. Le Premier ministre et le ministre d'Etat, dans un instant, reviendront avec vous sur les détails du calendrier sur chacun de ces leviers. Et croyez-moi, nous le tiendrons parce qu'il est conforme à nos engagements internationaux, parce qu'il est conforme à l'engagement moral que nous avons pris vis-à-vis de nous-mêmes, de nos enfants et de nos petits enfants, parce qu'il est aussi dans l'intérêt de la France et des Français.

Mais cette transition ne doit pas se faire à n'importe quel prix. Je ne veux pas qu'aux inégalités de revenus générés par la mondialisation s'ajoutent pour nos concitoyens qui travaillent ou ont travaillé, l'inégalité devant la transition écologique. Je refuse que s'installe une France à deux vitesses, où les plus riches, parce qu'ils ont fait les bons choix d'un point de vue environnemental, auront des factures allégées, et où les plus modestes, parce qu'ils n'auraient pas eu les moyens d'investir, qui dans un véhicule qui consomme peu, qui dans l'isolation de leur logement, devront payer encore davantage.

Je refuse aussi que la transition écologique accentue les inégalités entre territoires et rende plus difficile encore la situation de nos concitoyens qui habitent en zone rurale ou en zone périurbaine. Et c'est cela au fond la crainte exprimée par nombre de nos concitoyens ces derniers jours, être laissés pour compte, payer la transition énergétique sans en bénéficier. Et cette crainte je ne peux que la comprendre et je ne peux que la partager. Tout sera donc mis en œuvre pour accompagner socialement cette transition, pour que l'écologie à la française que nous sommes en train de faire advenir, puisse être une écologie populaire.

Et au fond, je refuse cette alternative dans laquelle on voudrait nous plonger, qui serait de dire : l'écologie ce serait un sujet d'urbain et de bobos, et la réalité sociale, elle, imposerait faire d'autres choix. Nous sommes dans la même nation, le même pays, ceci est faux. Parce que, comme je le disais tout à l'heure, les premières victimes de nos renoncements, de nos absences de choix ou de clarté, ce sont bien souvent ceux qui vivent dans ces situations les plus dures.

Par contre, nous n'avons pas réussi aujourd'hui en méthode à inclure tous les territoires et toute la population et faire que les solutions, les accompagnements soient au rendez-vous pour tout le monde. C'est vrai et c'est ce que nous dit le mouvement actuel.

C'est aussi cette méthode nouvelle que je veux inaugurer aujourd'hui avec vous. Le cap est clair et les choix sont faits. Je viens de vous les présenter. Un ensemble de solutions concrètes et des propositions pratiques doivent maintenant en découler et c'est ce que je souhaite que vous puissiez construire avec le Gouvernement. Si je vous ai réunis ce matin, c'est que vous êtes des responsables politiques, associatifs, syndicaux, patronaux, des élus, des acteurs de cette transition partout sur le terrain et celle-ci ne se fera pas de la même manière à Paris et dans les Outre-mer, les solutions ne seront pas les mêmes à la campagne et dans les métropoles. C'est pourquoi je souhaite que cette stratégie puisse être non seulement débattue, mais construite avec vous, au niveau national et local, en se donnant le temps et la volonté et en bâtissant justement cela dans les trois mois qui viennent.

Dans les trois mois qui viennent, je souhaite que vous puissiez structurer, non pas simplement ce débat, mais comme plusieurs d'entre vous l'ont proposé, suggéré, une méthode de construction pour apporter des solutions concrètes, des solutions qui peuvent être différenciées sur le terrain ou en fonction des secteurs.

Je souhaite que ce débat soit évidemment un débat national, mais qu'il puisse aussi s'inscrire dans les territoires, et donc que l'ensemble des territoires et des élus ici présents, et je les en remercie, soit pleinement associé. Pas associé pour constater des décisions qui seraient prises jusqu'au dernier bouton de guêtre, mais pour avoir leur mot à dire et les construire avec le Gouvernement.

Et pour faire donc des choix sur des propositions qui sont mises sur la table, des améliorations qu'incontestablement il faut pouvoir faire, et une stratégie d'accompagnement qu'il faut pouvoir mettre en place, je souhaite que partout sur le territoire, cette décision de concertation puisse être déclinée, et que partout sur nos territoires, sur les réseaux sociaux aussi, ce débat puisse se tenir, et que toutes les associations intéressées puissent, y compris localement, y participer. Et qu'ainsi les représentants des gilets jaunes dans chaque région puissent également y prendre part et proposer des solutions parce que nous ne pouvons pas être dans la dénonciation réciproque. Nous sommes au moment des solutions à apporter concrètement.

Le Premier ministre précisera dans un instant la méthodologie et ce que dès aujourd'hui et dans les prochains jours, avec vous, il arrêtera, pour là-aussi construire cette méthode commune de travail. Cette grande concertation de terrain sur la transition écologique et sociale aura donc pour mission au fond de construire ce nouveau modèle économique, social, territorial dont nous avons besoin. De le construire en apportant des solutions, des méthodes d'accompagnement. Au fond, ce que je retiens de ces derniers jours, c'est qu'il ne faut rien renoncer au cap parce qu'il est juste et nécessaire.

Mais c'est qu'il nous faut changer de méthode de travail parce que nombre de nos concitoyens ont considéré que ce cap, on leur imposait d'en haut par des décisions et des changements de règles ou par des taxes sans toujours leur apporter des solutions qui étaient aussi concrètes, si je puis dire, que la taxe elle-même.

J'entends la grogne. Le reproche qui a été fait, il s'est focalisé sur le prix du carburant. Pourquoi ? Parce qu'en même temps que l'augmentation de la taxe, qui était dans la campagne de nombreux candidats, qui faisait partie des engagements, qui a été votée par le Parlement bien avant et qui comme je l'ai dit correspond à de nombreux votes qui ont été faits par de nombreuses majorités, quelles qu'en soient les couleurs, parce que, à cette réalité qui était prévue, s'est ajoutée la hausse des prix mondiaux du carburant. C'est ça, ce qui s'est passé. Et

donc il nous faut aussi ensemble, construire une méthode pour nous mettre à l'abri de tels phénomènes. Et donc adapter toute nouvelle hausse de la taxe sur les carburants à l'évolution des marchés internationaux du pétrole, pour que si l'envolée des cours devait se reproduire, nous ne soyons pas mis dans la même situation.

Et donc, sur ce sujet, ce que je souhaite et qu'il puisse être fait dans les trois mois, c'est d'une part, construire une méthode pour rendre plus intelligente cette taxe aujourd'hui un peu aveugle, et permettre d'avoir tous les trimestres un rendez-vous qui permet, en quelque sorte d'atténuer l'effet pour nos concitoyens s'il devait y avoir une envolée des cours mondiaux. Personne ne peut le prévoir aujourd'hui, et on ne peut pas dire que ce sont nos concitoyens qui ont des déplacements obligés qui en seraient les seules victimes. Il faut, là aussi, être pragmatique. Mais nous devons aussi, pour chacun de nos concitoyens, plus rapidement plus fortement, apporter des réponses concrètes. Et c'est ce que j'attends de ces trois mois à venir.

J'entends le dialogue aujourd'hui qu'il ya entre le gouvernement et nos concitoyens. Je ne suis dupe de rien. Il y a des gens qui utilisent cette situation avec beaucoup de mauvaise foi, parce qu'ils voudraient qu'on arrête tout. Parce qu'au fond, ils sont contre le projet porté par le gouvernement et qu'ils voudraient refaire les élections de mai 2017. C'est, si je puis dire, sans doute la vie démocratique. Elle prend plus de violences aujourd'hui. Elle est faite de plus de démagogie et d'une forme de dégradation en quelque sorte du débat démocratique. Nous sommes plongés dans ce monde, à nous de le relever.

Mais j'entends la colère qui a sa part de légitimité de nos concitoyens qui disent, je veux bien comprendre ce que vous nous proposez, mais vous ne m'apportez pas de solution. En tout cas, votre solution n'est pas concrète. Vous me parlez d'un chèque énergie, je ne sais pas le numéro de téléphone pour l'avoir. Je ne comprends pas comment ça marche. Mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement pour ma chaudière ? Vous me parlez de changer de voiture mais personne m'explique combien ça va me coûter d'en changer et quand il me reste 10 euros à la fin du mois, ce n'est pas possible de me demander de changer de voiture. Et vous voyez bien que le problème que nous avons aujourd'hui, c'est la déclinaison pragmatique des solutions que nous apportons. Et donc dans les trois mois qui viennent, il nous faut construire. Le Premier ministre a d'ores et déjà fait des propositions. Nous avons pris des engagements budgétaires. Mais les vraies méthodes d'accompagnement pour les rendre concrets, accessibles aux gens ? Ce que je veux c'est que nos concitoyens, au moment justement où cette situation leur est opposée, puissent savoir combien leur coûte un véhicule qui consomme moins, l'économie que ça leur fait chaque mois, et que nous ayons construit avec les banques, les constructeurs, une vraie solution pour que ce qu'ils aient à déboursier le premier mois soit atteignable pour eux. Et que le reste à charge soit largement limité, lissé dans le temps.

Je veux qu'on leur apporte la vraie solution pour rénover à un coût qui leur est accessible leur appartement ou leur logement ou changer leur chaudière. Là aussi, parce que nous aurons apporté nos solutions. Ce que cette crise dit un peu, de ce que, depuis des décennies, nous sommes en train de faire, c'est que les réponses que nous apportons sont trop abstraites, trop loin des gens, trop loin du terrain, ou trop en quelque sorte, uniformes.

Les gens disent leurs souffrances, on leur répond chèque énergie. Mais le chèque énergie, ils ne savent pas ce que c'est. Et la vérité, concrètement, moi non plus. Et donc il nous faut sur ce sujet rendre les choses tangibles. Il existe, et en bonne foi, ceux qui le défendent, disent ce n'est pas vrai, il y a de l'argent et il permet de faire des choses.

Mais ça n'est pas assez concret, assez tangible, assez simple. Et quand ça n'est pas assez concret, assez tangible, assez simple, les gens ne l'utilisent pas. Et c'est aussi pour ça que tout ce qui a été pensé aujourd'hui pour que cette transition soit plus sociale n'est pas utilisé par les plus fragiles. Et donc, il nous faut durant ces trois mois de co-construction apporter des solutions pragmatiques au plus près du terrain et les faire avec les acteurs économiques, sociaux, les territoires pour que ça soit une réalité tangible, perceptible pour nos concitoyens. Je sais qu'il y a beaucoup de propositions qui ont été faites, elles feront partie de ce débat et de ces trois mois à l'issue desquelles nous devons garder ce cap qui est indispensable pour le pays et dont j'ai rappelé les grandes équations, mais construire des solutions acceptables pour chacune et chacun.

Le changement de méthode que j'appelle de mes vœux, c'est donc en quelque sorte d'apporter des solutions concrètes accessibles pour chacun de nos concitoyens. Le changement de méthode, c'est aussi mieux accompagner les territoires concernés par la transition, que ce soit parce qu'on ferme une centrale thermique au charbon ou parce qu'on aura à réduire nos capacités nucléaires. C'est pourquoi nous systématiserons les contrats de transition énergétique entre Etat, collectivités et acteurs économiques et sociaux pour accompagner, de Cordemais ou du Havre avec des moyens associés en impliquant dès maintenant tous les acteurs du terrain pour redonner des perspectives. Parce qu'on sait qu'il y a un changement à faire, il ne faut pas en avoir peur, mais il ne faut pas que ce soit celles et ceux qui vivent sur ce territoire qui en soient les victimes.

Ça suppose d'impliquer les entreprises qui sont sur ce territoire très en amont ; ça suppose de prévoir les financements, de prévoir des mécanismes de substitution. Saint-Avold par exemple : nous avons travaillé avec des grands acteurs industriels, ça a commencé à être fait, pour construire des emplois. Ils sont d'ores et déjà dans des perspectives supérieures à ceux qui vont être supprimés par la fermeture de la centrale à charbon. Des emplois dans, justement, les nouveaux métiers de la production d'énergie, avec les grands acteurs industriels qui sont présents sur le territoire. C'est ce que, partout, nous devons faire avec l'ensemble des partenaires sociaux, des partenaires territoriaux et des forces économiques.

Vous l'avez compris, cette méthode c'est, en quelque sorte, bâtir durant les trois mois qui viennent en mobilisant l'ensemble des territoires, en mobilisant l'ensemble des acteurs économiques, industriels, des artisans, des agriculteurs, des acteurs sociaux, patronaux et politiques, une véritable transition qui soit un agenda de solutions et un agenda de protection. C'est cela dont nous avons besoin pour le pays. J'en suis profondément convaincu. Plus largement, on le voit bien et c'est ce qu'à l'œuvre ensemble, nous devons durant ces trois mois bâtir. C'est le début de la transformation de notre modèle économique et social.

En quelque sorte, ce que nous sommes en train aujourd'hui de toucher du doigt, c'est le fait que les conséquences de la transition écologique, environnementale, énergétique ne peuvent pas être traitées comme à part, comme un résultat extérieur au reste du fonctionnement de notre territoire et de notre économie. Il faut les mettre au centre et il faut avoir une vraie stratégie budgétaire concrète pour nos concitoyens qui l'accompagnent.

Au fond, ce que je veux faire comprendre aux Français et notamment à tous ceux qui disent en quelque sorte : « On entend le Président de la République, on entend le Gouvernement. Ils évoquent la fin du monde mais nous on parle de la fin du mois. » C'est que nous allons traiter les deux et que nous devons traiter les deux. Parce qu'en quelque sorte, votre fin du mois difficile aujourd'hui, c'est parce que pendant des années on a considéré que vous n'étiez pas

assez importants, en quelque sorte, pour participer à notre réponse collective à la fin du monde. C'est parce que pendant des années, on s'est collectivement dit ou tacitement dit : « Vous n'êtes pas assez importants pour la société, et donc c'est à vous qu'on va faire acheter les voitures les plus polluantes, les logements les moins bien isolés et vous vous ajusterez. » Ce que vous dites c'est stop, je l'entends, et donc on doit changer de méthode.

J'ai profondément confiance dans notre capacité à relever ce défi parce que notre pays sait toujours se rassembler lorsque l'essentiel est en jeu. Et à nouveau, je crois que les solutions viendront de la base, des acteurs économiques, associatifs et citoyens de nos terrains. L'ambition gouvernementale et budgétaire, elle est là, elle doit être là. Et à l'issue de ces trois mois s'il faut la revoir, je suis prêt à la revoir avec le Premier ministre, mais chacun doit être mis face à une solution réelle pour lui-même.

C'est pour cela que je veux vous confier un mandat clair, d'aller à la rencontre de nos concitoyens sur le terrain pour expliquer les mesures décidées, vérifier et être sûr qu'elles soient accessibles à tous et construire cette stratégie d'ensemble, ces mécanismes d'accompagnement et faire que cette transition soit juste, démocratique, claire.

Enfin pour conclure, je veux ajouter un mot de la crise que nous connaissons comme convenu parce que celle-ci ne se limite pas au prix des carburants. Il faut là-dessus être lucide et honnête. Et je suis déterminé, non seulement à reconnaître, mais à prendre en charge tous les sentiments à mes yeux profonds qui se sont exprimés au cours de cette crise et que j'ai identifiés.

En face de ces sentiments, et même je dirais de ces ressentiments, je ne me déroberai pas. Et ce que je vous demande n'est pas la seule réponse à apporter à ce que nous entendons. Je vous le redis et je serai clair : je n'aurai aucune faiblesse à l'égard de ceux qui manipulent, instrumentalisent ou en quelque sorte cherchent la violence. A ceux-là, la réponse sera claire et nette : l'ordre public et rien que l'ordre public. Parce que c'est la protection aussi que nous devons à nos concitoyens qui vivent dans les quartiers aujourd'hui bousculés par ces manifestations, aux commerçants, aux artisans et aux acteurs économiques qui sont profondément bousculés dans leur quotidien et aussi leur chiffre d'affaires par ce qui est en train de se passer.

Mais il y a dans ce qui s'exprime ou dans le soutien tacite ou explicite dans notre pays à ce mouvement, quelque chose qui vient de plus loin et sans doute de plusieurs décennies. L'idée que je me fais de ma mission m'empêche de me cacher derrière les responsabilités des autres, que ce soient celles des prédécesseurs ou d'autres acteurs, et je renonce ici à chercher toute forme d'excuse. Parce que je crois comprendre très profondément les attentes et les frustrations, cette colère sourde, ces rancunes et ces rancœurs qu'éprouvent les citoyens devant les pouvoirs qu'ils sentent loin d'eux, indifférents et, au fond, devant ce qu'ils sentent être comme des vies empêchées, bloquées.

Bloquées par les taxes, les normes, par une perte de sens de ce qu'est l'aventure collective qu'est une nation et ceci vient de loin. Et je considère que notre devoir, et ça fait partie au premier titre du mien, c'est d'y apporter une réponse. Elle ne se fait pas en un coup et ceux qui pensent que c'est une mesure où un discours qui le résout se trompent. Je n'y crois pas et c'est impossible. Mais au-delà de ce que je vous propose aujourd'hui et de cette méthode et ce travail, je crois profondément que ce qui a été dit doit être entendu plus profondément.

Ça nous dit quelque chose d'abord d'une société qui veut qu'on lui apporte des solutions et plus qu'on lui impose les changements par les normes. C'est un changement profond de notre organisation collective, de l'Etat au premier chef mais de toutes nos structures. Et je le dis ici parce que nous avons tous coproduit depuis des décennies ce monde où les meilleures intentions du monde finissaient par des normes. Vous croyez dans ce que je dis, et c'est vrai des élus de terrain, du Gouvernement, des acteurs économiques et sociaux. Vous croyez dans ce que je dis, faites-moi une loi, un règlement pour le montrer et ce sont de nouvelles normes pour les gens. On a tous fait ça, et ces nouvelles normes appliquées de manière homogène sur le territoire bien souvent créent des blocages, des contraintes, des lourdeurs. Et donc, c'est aussi une conversion mentale de tous les décideurs à laquelle nous devons arriver.

Ensuite ce que dit cette crise, je l'entends, c'est le sens profond du consentement à l'impôt. J'entends partout des gens dire : « Nous, on a trop de taxes, trop d'impôts. Nous ne nous y retrouvons plus, le compte n'y est plus. » Là où je dis qu'il y a beaucoup de démagogie, c'est que si les responsables politiques, syndicaux, sociaux, patronaux ne font pas de la pédagogie, plus personne ne la fera, parce que beaucoup de relais d'opinion intellectuelle ont renoncé à le faire. Mais nos impôts et nos taxes sont face à quelque chose et nous ne pouvons pas demander de manière indifférenciée sur la même affiche ou dans le même slogan : « Baissez les taxes et créez-nous plus de crèches, plus d'écoles plus de droits, plus de services publics. »

Elle est très sympathique cette injonction paradoxale quand on n'a aucune responsabilité. Elle est inadmissible quand elle est soutenue par des gens qui ont des responsabilités, mais elle finit très sincèrement mal. Et donc, il faut faire la pédagogie à nouveau de ce qu'est notre système. Je suis profondément convaincu de ça depuis plusieurs mois, ça fait partie de cette mission qui est collectivement la nôtre, qui est aussi celle de notre génération et qui est sans doute le combat jumeau de la transition écologique que je viens d'évoquer, qui est celui de bâtir un nouveau contrat social du XXI^{ème} siècle. Et beaucoup des sujets que vous aurez à travailler durant les trois mois, c'est aussi cela.

Mais ça veut dire qu'on doit expliquer aux gens ce qu'il y a en face de leur argent. Mais si personne n'en fait la pédagogie, les gens, nos concitoyens, nous finissons tous par croire que l'école c'est normal que ce soit gratuit ; l'hôpital c'est normal que ce soit pour beaucoup gratuit et pour d'autres à un coût très réduit ; que quand on arrive en fin de vie, c'est normal que ce soit la collectivité qui paye. Tout ça a un coût, c'est ce qui est payé par les impôts. Et donc, il y a sans doute une forme de remise à plat et une pédagogie à faire à nouveau. Mais j'entends aussi ce que beaucoup de nos concitoyens, en particulier celles et ceux qui travaillent et qui travaillent avec des revenus modestes, nous disent : « Ça ne vaut plus la peine de travailler parce qu'on rentre dans une case où on est trop riche pour toucher des aides et pas assez pour vraiment être libre. »

Et ces vies empêchées de celles et ceux qui travaillent chaque jour dur mais qui ne gagnent pas assez pour pouvoir vivre bien, ou de celles et ceux qui ont travaillé dur et qui ont une retraite modeste, on doit pouvoir y apporter une réponse. Ça n'est pas ce que je vous demande dans les trois mois, je vous rassure, mais je considère que c'est au cœur de la réponse qu'il me revient d'apporter dans les prochains mois. Une partie de ce qui a été fait par le Gouvernement y répond et je considère que la stratégie du Gouvernement depuis un an et demi est la bonne et correspond à ce constat.

Quand on baisse les cotisations sociales salariales compensées par une hausse de la CSG, mais que tous les travailleurs gagnent plus, ça va dans ce sens. Mais ce que nous disent nos

concitoyens, c'est que ça ne va pas assez vite. Quand on commence à baisser la taxe d'habitation, c'est avant tout pour les classes moyennes et populaires. Mais ce que nos concitoyens nous disent, c'est : « Ça ne va pas assez vite », parce qu'à côté de ça, il y a des taxes qui augmentent et le coût de la vie augmente.

Quand on prend des mesures pour l'éducation en particulier des foyers les plus modestes et les classes moyennes partout sur le territoire, ça va dans le bon sens, mais ça ne va pas assez vite. Et donc, ce qu'il va nous falloir apprécier dans les prochains mois, c'est d'une part comment nous pouvons en profondeur regarder à accélérer, intensifier ce projet pour répondre à l'impatience légitime de celles et ceux qui travaillent dur où ont travaillé dur. Et donc il faut sans doute procéder à des changements profonds. Ça nous impose de renouveler nos méthodes de travail et l'organisation de l'Etat et aussi de la dépense publique, donc de tous les acteurs de la dépense publique, pour faire mieux et plus de services avec moins, et donc ouvrir sans doute un nouveau chapitre de notre réforme collective. Tout ça pour vous dire que la réponse d'aujourd'hui n'est pas la dernière, mais que sur chacun de ces sujets, nous avons à bâtir un nouveau contrat social mais aussi une autre efficacité en quelque sorte de l'action publique collective pour rebâtir la confiance dans la nation.

J'aurai donc à prendre sur ce sujet des initiatives fortes dans les temps à venir et, là aussi, je consulterai chacun et je réexpliquais une méthode. Mais les problèmes qui se posent aujourd'hui à la France ne se posent pas d'aujourd'hui, ils se posent de très longtemps. Et cette France qui a peur des changements, parce que c'est une France à qui on a demandé beaucoup, on ne peut pas considérer que les changements à venir, on les fera malgré elle ou sans elle. Et donc, il y a ce que je vous demande avec le Gouvernement de faire sur la transition environnementale, mais il y a aussi les choix que nous aurons à faire plus largement pour rebâtir ce contrat social du siècle nouveau, mais rebâtir aussi une plus grande efficacité de l'action publique et réussir à avoir un meilleur service public, à avoir une meilleure réponse à leurs aspirations en dépensant moins et donc en pouvant plus rapidement baisser leurs impôts et leurs taxes.

Et vous savez, et je finirai là-dessus, je crois qu'au fond ce que nous sommes en train de vivre peut-être utile et favorable. Parce qu'il y a trop de problèmes de frustration, de non-dits qui traînent depuis plusieurs décennies. Au sens propre, ces questions qui aujourd'hui remontent à la surface, elles n'ont jamais été vraiment traitées et elles empoisonnent la vie de la Nation et il faut évacuer ces poisons. Il faut le faire sans rien abandonner de la vérité du pays, de la vérité du monde qui nous entoure, de nos responsabilités. Parce qu'à un moment, il faut faire des choix et on ne pourra pas promettre ou s'engager sur tout et son contraire, mais il faut pouvoir traiter ce sujet.

Aucun des problèmes que nous avons à traiter n'est un problème d'expert. Ils sont tous sans exception des problèmes de citoyens conscients et responsables et des problèmes de décideurs publics que nous sommes. Et mon sentiment profond va même plus loin : c'est que ces problèmes, toutes les démocraties contemporaines ont à les affronter. Toutes, mais elles les expriment différemment. Le Brexit d'il y a bientôt deux ans en Grande-Bretagne, c'est le même sujet. Ce sont des citoyens britanniques qui disent juste : « Le monde que vous nous proposez, il n'est plus pour nous. On ne s'y retrouve pas. Nous qui travaillons dur, on n'a plus de perspectives, on ne peut plus construire de projets pour nos enfants, on vit moins bien et il est fait pour la City, plus pour nous. » Et ils font un choix clair, démocratique. Toutes les sociétés démocratiques contemporaines ont ce défi que nous avons devant nous.

Je pense que la réaction profonde de notre pays, ce que je ressens avec vous monter de la nation, il dit cette part de vérité française. Et nous, nous avons une chance, c'est que je crois qu'on a la capacité collective d'y faire face si on décide maintenant ensemble de s'affronter à ces sujets, de se retrousser les manches, de dire : « Il n'y a pas de solution miracle mais on peut construire des solutions honnêtes et ambitieuses. » Cette transition écologique qui vous fait peur, on peut la relever parce qu'on a les meilleurs acteurs au monde pour le faire. Quand il faut gérer les villes compliquées, quand il faut gérer l'énergie, les transports dans le reste du monde, on appelle les entreprises françaises donc on peut le faire chez nous parce que nous avons cette exigence démocratique.

Nous avons toujours eu cette innovation démocratique dans notre histoire qui nous a permis de traiter ces sujets. Et donc je suis confiant sur la période qui s'ouvre. Elle sera exigeante pour nous, mais elle impose d'entendre cette colère, cette juste part de colère pour y répondre parce qu'elle vient de loin. Je le ferai de là où je suis avec vous avec beaucoup d'humilité. Je le ferai en ayant deux principes à chaque instant à l'esprit. Le premier, c'est que chaque citoyen est nécessaire. Il n'y a pas de changement qui se fait en méprisant un seul citoyen dans le pays. Il n'y en a pas. Ça suppose en même temps que le respect, la décence commune s'impose partout dans le pays et que ce que je vois aussi monter de perte de la civilité entre nous, on doit y mettre fin. Le condamner, ne jamais le valoriser.

Ma deuxième conviction et mon deuxième principe de base, c'est que notre nation est plus grande que chacun d'entre nous et que beaucoup des choix que nous aurons à décider imposeront l'esprit de responsabilité. Parce que nous sommes liés par une histoire, une aventure et un avenir qui nous dépasse et qui nous fait plus fort : c'est la France et une partie de notre destin commun, et je crois que c'est aussi une bonne partie de notre destin européen, du projet de refondation que nous avons à y porter.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques convictions que je voulais partager avec vous aujourd'hui. Je crois très profondément que nous pouvons transformer l'expression des oppositions en un élan pour construire l'avenir, que nous pouvons transformer les colères en solution.

Je vous remercie.

Vive la République et vive la France.